

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Band: 71 (2021)

Heft: 2

Artikel: Entre migration et formation : les étudiant•e•s réfugié•e•s à l'épreuve de
la démocratie directe zurichoise

Autor: Gillabert, Matthieu

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-953590>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entre migration et formation : les étudiant·e·s réfugié·e·s à l'épreuve de la démocratie directe zurichoise

Matthieu Gillibert

Between migration and education: testing refugee students in Zurich's direct democracy

This article analyses the political confrontation and the arguments of the 1976 Zurich cantonal referendum campaign against educational aid for refugees («Ausbildungshilfe für Flüchtlinge»). This instance of direct democracy sheds light on an important issue because it enabled students, who had become more politicised in the aftermath of 1968, to commit themselves locally in the name of international solidarity, which had been in vogue since decolonization. On the other hand, the victory of the campaigners against aid to refugee students showed that academic mobility, a cardinal value in the history of the university, was confronted with other debates, in this case on migration. This moment is thus revealing of a period of withdrawal from foreign students, at a time of university massification. More broadly, this study shows the interest of revisiting the history of the university in a social and transnational perspective.

Depuis le pic du nombre d'immigrant·e·s en Suisse en 2015, les initiatives universitaires, en particulier étudiantes, comme «Offener Hörsaal» à l'Université de Bâle, se sont multipliées pour venir en aide à des étudiant·e·s réfugié·e·s. Inscrites dans un contexte transnational et fruit d'une histoire – pensons au mouvement des «sanctuary campus» aux États-Unis qui démarre dans les années 1980 –,¹ ces actions constituent des formes de solidarité entre pairs face aux situations particulièrement périlleuses vécues par des étudiant·e·s pris dans une mobilité contrainte. Si cette résistance se constitue parfois contre des régimes officiels de migrations, elle doit dans certains cas faire face à des groupes politiques xénophobes.

C'est ce qu'illustre l'étude du référendum cantonal de Zurich contre une aide à l'éducation pour les réfugié·e·s («Ausbildungshilfe für Flüchtlinge») de 1976. La somme de 1,7 million de francs suisses,² acceptée par le parlement cantonal, a été combattue avec succès par le parti d'extrême-droite *Nationale Aktion*. Cette campagne pousse des étudiant·e·s solidaires de leurs camarades réfugiés à s'engager dans ce combat politique. Elle s'insère dans le contexte plus large des disputes politiques autour de la migration, virulentes, mais qui entrent

1 Adeline Montel, Une brève histoire du «Sanctuary movement»: les réfugiés d'Amérique Centrale aux États-Unis, in: *Revue Française d'Études Américaines* 41/1 (1989), pp. 329–334.

2 L'équivalent de 3,44 millions de francs suisses en 2019.

dans une courte phase de dépolitisation dans les années 1975–1979.³ Quels ont été les instruments de mobilisation de part et d'autre? Pourquoi une majorité de citoyen·ne·s d'un pays, en l'occurrence d'un canton, qui a une tradition d'accueil d'étudiant·e·s exilé·e·s depuis le 19^e siècle, refuse-t-elle un montant relativement modeste?

Alors que ce référendum n'a encore fait l'objet d'aucune recherche, cet article contribue à comprendre un épisode qui éclaire une période peu connue dans l'histoire des mouvements estudiantins en Suisse, au lendemain de 1968. Les historien·ne·s ont montré que ces mouvements sont influencés par les transformations de la culture politique du pays, en particulier la diversification des mouvements sociaux,⁴ et qu'ils expérimentent une gauchisation des organisations représentatives.⁵ Cet article offre un nouvel éclairage sur ces engagements en soulignant leur apport à l'évolution des universités et l'importance de croiser cette thématique avec l'histoire des migrations. Les universités suisses se sont développées grâce à la présence d'étudiant·e·s étranger·e·s et réfugié·e·s. Or, les interactions sociales avec leurs camarades suisses ont été peu étudiées. Comme le montre ce cas, ces échanges ont pourtant suscité des mobilisations importantes et ont contribué à renforcer l'engagement des étudiant·e·s dans la vie politique. Cette mobilisation fait donc écho aux actions de solidarité, visibles aujourd'hui dans nos universités.

Ces récentes formes de solidarité ont intéressé des sociologues qui se sont penchés sur les négociations menées avec différents acteurs institutionnels au sein de l'université – services académiques, admissions, services sociaux – pour permettre aux étudiant·e·s réfugié·e·s de continuer leur formation.⁶ Ces travaux montrent que la Suisse, par rapport aux pays voisins, se distingue par une approche très élitiste de l'accès aux études supérieures. En privilégiant l'accueil d'individus qui seront employables en Suisse, les autorités de ce pays visent à limiter les coûts du système de formation. Ces chercheur·euse·s invitent donc à prendre en compte deux niveaux d'analyse: les politiques académiques d'accueil

3 Gianni D'Amato, Damir Skenderovic, *Mit dem Fremden politisieren: rechtspopulistische Parteien und Migrationspolitik in der Schweiz seit den 1960er Jahren*, Zürich 2008, pp. 39–40.

4 Damir Skenderovic, Christina Späti, *Les années 68: une rupture politique et culturelle*, Lausanne 2012, pp. 176–180.

5 À Zurich, en 1975, toutes les facultés hormis celle de droit ont une majorité de gauche au grand conseil des étudiants. «Victoire de la gauche aux élections universitaires», in: *Journal de Genève*, 15.2.1975, p. 7.

6 Laure Sandoz, *Mobilities of the Highly Skilled towards Switzerland. The Role of Intermediaries in Defining «Wanted Immigrants»*, Cham 2019, p. 23; Katrin Sontag, *Refugee Students' Access to Three European Universities: An Ethnographic Study*, in: *Social Inclusion* 7/1 (2019), pp. 71–79; Gaële Goastellec, *Refugees' access to higher education in Europe*, in: Marie-Agnès Détourbe (éd.), *Inclusion through access to higher education: Exploring the dynamics between access to higher education, immigration and languages*, Rotterdam 2018, pp. 21–38.

et la concurrence internationale pour attirer une main d'œuvre hautement qualifiée sur le marché du travail.⁷

D'autres recherches s'intéressent au poids des discriminations dont ces étudiant·e·s peuvent souffrir à cause de statuts plus précaires. Elles analysent leurs trajectoires en provenance de pays extra-européens et leurs difficultés à faire reconnaître leurs diplômes⁸. Elles éclairent également l'évolution et l'impact des représentations dans les politiques d'accueil.⁹ Si ces analyses convergent pour montrer que dès le milieu des années 1970, après une décennie de massification universitaire, s'ouvre une phase de remise en question des mobilités académiques, elles n'abordent pas le rôle des étudiant·e·s suisses dans un débat qui croise politique universitaire et questions migratoires.

Une perspective approfondie de longue durée manque également pour mesurer continuités et ruptures dans l'accueil des étudiant·e·s depuis le tournant du 20^e siècle, moment charnière où les universités suisses se sécularisent et connaissent une importante croissance des effectifs d'étudiant·e·s: les étranger·e·s sont alors majoritaires. Des recherches sont actuellement en cours pour écrire une histoire transnationale des universités helvétiques qui prend en compte le refuge académique.¹⁰

La présente étude s'insère également dans une historiographie plus large, même si ce champ constitue pour l'instant un «vaste chantier d'histoire globale».¹¹ Pour la période de la Guerre froide, plusieurs études portent sur les importants programmes d'aide aux étudiant·e·s exilé·e·s, soutenus souvent par les

7 Yvonne Riaño, Annique Lombard, Etienne Piguet, How to explain migration policy openness in times of closure? The case of international students in Switzerland, in: *Globalisation, Societies and Education* 16/3 (2017), pp. 295–307.

8 Claudio Bolzman, Ibrahim Guissé, Étudiants du «Sud» en Suisse romande: de la précarité lors des études aux risques de brain waste dans le cadre de la mobilité internationale, in: *Journal of international Mobility* 5/1 (2017), pp. 133–156.

9 Matthieu Gillabert, Yvonne Riaño, Représenter les étudiant·e·s extra européen·ne·s dans le discours politique Suisse du 20^e et 21^e siècle: des agents de l'attractivité des jeunes universités suisses aux garants de la compétitivité internationale, in: *Géo-Regards* 10 (2017), p. 11–29; Alessandra Keller-Gerber, D'étudiant étranger à travailleur étranger hautement qualifié en Suisse. «Être dit» dans la presse et «(se) dire» dans des récits d'établissement, Bern 2016.

10 Une approche diachronique existe sur les étudiant·e·s étranger·e·s en Suisse: Carmen Flury, Thomas Ruoss, Christina Rothen, Studierendensmobilität aus einer Langzeitperspektive. Ausländische Studierende an Schweizer Universitäten im 20. Jahrhundert, in: *traverse. Revue d'histoire* (2018), pp. 57–71. Sur l'accueil des réfugié·e·s dans les universités suisses, des recherches menées actuellement portent sur une période antérieure à celle du présent article, telles que la thèse de doctorat de Marino Ferri, *Flüchtlinge als Student*innen an Schweizer Hochschulen, 1946–1975*, <http://p3.snf.ch/project-184374> (consulté le 22.7.2020) et un projet de recherche, dirigé par Stéphanie Mahrer, intitulé «Wissenschaft transnational. Die Schweiz und die akademischen Zwangsmigranten 1933 bis 1950», <http://p3.snf.ch/project-179819> (consulté le 22.7.2020).

11 Guillaume Tronchet, L'accueil des étudiants réfugiés au 20^e siècle, in: *Monde(s)* 15/1 (2019), pp. 93–116.

fondations philanthropiques américaines.¹² La présente contribution montre toutefois qu'une microanalyse de ce phénomène migratoire révèle les importantes difficultés rencontrées par des étudiant·e·s qui circulent en dehors de ces programmes et qui doivent faire face à des discriminations au niveau local.

Cette échelle d'analyse repose sur un double croisement des sources. D'une part, des documents produits par les étudiant·e·s – revues étudiantes, archives d'organisations – sont complétés par des sources institutionnelles. D'autre part, comme il s'agit d'une vocation et donc d'un débordement de ces questions dans l'espace public, une attention particulière est portée sur les productions médiatiques à propos des étudiant·e·s étranger·e·s. En comparant ces représentations sociales avec la réalité statistique de cette présence étrangère, cet article déconstruit aussi l'idée d'une invasion des universités suisses par les étranger·e·s.

Le refuge académique suisse

À l'époque contemporaine, l'arrivée d'étudiant·e·s réfugié·e·s russes à la veille de la Première Guerre mondiale marque le début d'une politique d'accueil au sein des universités. Elle a fait l'objet de plusieurs travaux qui la situent au croisement d'enjeux à la fois académiques, sociaux et politiques.¹³ Contrairement aux années 1970, la figure de l'étudiant·e à cette époque appartient encore à une élite qui, souvent, ne reste pas en Suisse après le diplôme.¹⁴ Pendant la Première Guerre mondiale, des initiatives privées sont prises pour intégrer les universités à la politique humanitaire de la Confédération. Elles se traduisent par l'accueil d'étudiants-soldats blessés ou malades qui viennent occuper les sanatoriums alpins.¹⁵

¹² Voir la 3^e partie «The Cold War: A Gold Age Of Scholarship Programs», in: Ludovic Tournès, Giles Scott-Smith (éds), *Global Exchanges: Exchange Programs, Scholarships and Transnational Circulations in the Modern World*, New York 2017, pp. 173–246. Sur une histoire des universités en Guerre froide, voir: Natalia Tsvetkova, *Universities during the Cultural Cold War: Mapping the Research Agenda*, in: Simo Mikkonen, Giles Scott-Smith, Jari Parkkinen (éds), *Entangled East and West. Cultural Diplomacy and Artistic Interaction During the Cold War*, Oldenburg 2019, pp. 139–161.

¹³ Natalia Tikhonov, *Les premières étudiantes de l'Empire russe dans les institutions universitaires de Russie et de Suisse, 1870–1900*, Mémoire de licence, Genève 1999; Erich Gruner, *Die Schweiz als Zentrum der sozialdemokratischen polnischen Emigration und die Beziehungen zwischen der polnischen Exilfront in der Schweiz und der polnischen Heimatfront (1880–1900)*, in: *Revue suisse d'histoire* 31/1 (1981), pp. 5–31; Ladislav Mysyrowicz, *Université et révolution: les étudiants d'Europe Orientale à Genève au temps de Plékhanov et de Lénine*, in: *Revue suisse d'histoire* 25/4 (1975), pp. 514–542; Daniela Neumann, *Studentinnen aus dem Russischen Reich in der Schweiz (1867–1914)*, Zürich 1987.

¹⁴ Gillibert, Riaño, *op. cit.*, p. 15.

¹⁵ Auguste Deluz, *CŒuvre universitaire suisse des étudiants prisonniers de guerre 1915–1920: rapport général*, Lausanne 1920.

Par la suite, des organisations internationales s'installent en Suisse, à Genève. À l'instar du Fonds européen de secours aux étudiants,¹⁶ elles agissent en faveur des étudiants victimes de la guerre, parfois en développant des politiques d'accueil.

Ces politiques d'ouverture n'empêchent pas les discriminations qu'on retrouve exprimées dans la presse ou sous la forme de mesures restrictives prises au sein de l'université. Elles sont particulièrement violentes envers les Russes dont on craint la surpopulation dans les facultés, leur esprit révolutionnaire et le risque de perturber les rapports de genre. Ces étudiants ne restent pas passives. En février 1903 par exemple, elles occupent la tribune du Parlement du canton de Berne pour manifester contre les conditions de vie à l'université, avant d'être évacuées par des huissiers.¹⁷

Durant cette phase, les universités oscillent donc entre ouverture et fermeture, non seulement en fonction de l'appartenance politique, du sexe, de la religion, voire de la race des étudiant·e·s étranger·e·s, mais aussi du contexte politique national et international. Ce mouvement de balancier se poursuit et s'intensifie après 1945. La Guerre froide et le mouvement de décolonisation jouent en effet un rôle décisif dans les migrations étudiantes.

Au croisement des mobilités académiques et du refuge politique, le référendum *Ausbildungshilfe für Flüchtlinge* de la *Nationale Aktion gegen Überfremdung von Volk und Heimat* a lieu au lendemain du putsch d'Augusto Pinochet au Chili en 1973. Le référendum cible en effet directement les étudiant·e·s réfugié·e·s chilien·ne·s, considéré·e·s comme des gauchistes risquant de subvertir la jeunesse zurichoise. Avec le large mouvement d'accueil «Action place gratuite», l'accueil des Chilien·ne·s constitue en effet une confrontation politique majeure sur le terrain de l'asile.¹⁸ La géopolitique de la Guerre froide joue donc à plein, mais à front renversé par rapport aux étudiant·e·s hongrois pourtant beaucoup plus nombreux. Considérés comme de «bons réfugié·e·s politiques», ils furent accueillis généreusement et en grande pompe.

Il importe toutefois de souligner une contradiction lors de ce référendum: la *Nationale Aktion* brandit le nombre important de réfugié·e·s hongrois et de

¹⁶ Pour l'activité de cette organisation durant la Seconde Guerre mondiale, voir le dossier aux Archives fédérales suisses (AFS), E5791#1000/949#1865*, Fonds Européen de secours aux étudiants, (08-486).

¹⁷ «Le Conseil d'État [bernois] sera, en effet, obligé de prendre des mesures, car l'opinion publique l'exige. Sans être précisément hostile aux étudiants slaves, il estime, non sans raison, que l'Université, qui coûte beaucoup d'argent aux contribuables, est destinée avant tout à la jeunesse du pays et qu'il n'y faut pas accepter plus d'étudiants qu'on n'en peut loger»; «Des étudiantes russes à Berne», in: La Gazette de Lausanne, 27.2.1903, pp. 1-2.

¹⁸ Christophe Tafelmacher, Alain Maillard, Faux réfugiés?: la politique suisse de dissuasion d'asile: 1979-1999, Lausanne 1999, pp. 19-20. Entre 1973 et 1979, 1 027 Chilien·ne·s obtiennent l'asile en Suisse. Claudio Bolzman, The Transnational Political Practices of Chilean Migrants in Switzerland, in: International Migration 49/n°3 (2011), p. 152.

leurs enfants comme argument.¹⁹ Ainsi, les bons réfugié·e·s de 1956 qui sont restés en Suisse deviendraient encombrants avec le temps: non seulement ils parlent le Züritüütsch, mais ils occupent aussi des positions dans l'industrie, le commerce et l'administration.²⁰ D'après l'organe du parti, *Volk + Heimat*, il est même possible de couper dans l'aide à l'éducation des réfugiés tchécoslovaques, «wenn die einzelnen Fälle etwas genauer unter die Lupe genommen würden».²¹ D'ailleurs, un éditorialiste de la *Neue Zürcher Zeitung* s'interroge:

Wer hätte damals daran gedacht, dass man eines Tages Argumente zusammensuchen müsste, um eine anständige Haltung diesen Flüchtlingen gegenüber zu verteidigen, weil für die Nationale Aktion auch Flüchtlinge eher unerwünschte, bestenfalls geduldete Ausländer sind?²²

Le conflit idéologique de la Guerre froide est ici recouvert par la lutte contre l'immigration.

Vers une limitation du nombre d'étudiant·e·s étranger·e·s dans les universités suisses

Ce référendum a lieu dans une phase de repli opéré par les institutions universitaires à l'égard des migrations étudiantes, qui fait suite à une période de forte croissance du nombre d'étudiant·e·s étranger·e·s après la Seconde Guerre mondiale. Alors que l'on observe ces politiques plus restrictives dans toute l'Europe occidentale, les établissements suisses s'illustrent par des mesures particulièrement vigoureuses.²³

En 1968, la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses introduit des examens d'admission pour les étudiant·e·s étranger·e·s dont les certificats de maturité ne peuvent être considérés comme équivalant aux diplômes suisses.²⁴ On observe localement des mesures réglementaires avec des limitations d'âge – 25 ans à Genève²⁵ – et de filières, particulièrement la médecine. Il y a enfin des barrières financières avec une proportion de bourses par rapport au nombre d'étudiant·e·s étranger·e·s en baisse jusqu'au milieu des années quatre-vingt: les

¹⁹ Zürcher Student, mai 1976, p. 3.

²⁰ Volk + Heimat, avril 1976, p. 7.

²¹ «Ausbildungsunterstützung der tschechischen Flüchtlinge», in: Volk + Heimat, janvier 1975, p. 2.

²² Bl., Argumente für Selbstverständliches, in: Neue Zürcher Zeitung, 11.6.1976, p. 51.

²³ Christine Woesler, Alan Smith, Jean-Pierre Jarousse, Les Étudiants étrangers: comparaison internationale des flux et des politiques 1960–1980, Amsterdam 1982, p. 11.

²⁴ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'octroi de bourses à des étudiants étrangers en Suisse, 21 mai 1975, in: Feuille fédérale 2/24 (1975), pp. 93–113.

²⁵ «Genève: les étudiants étrangers de plus de 25 ans interdits de séjour», in: Gazette de Lausanne, 23.10.1962, p. 3.

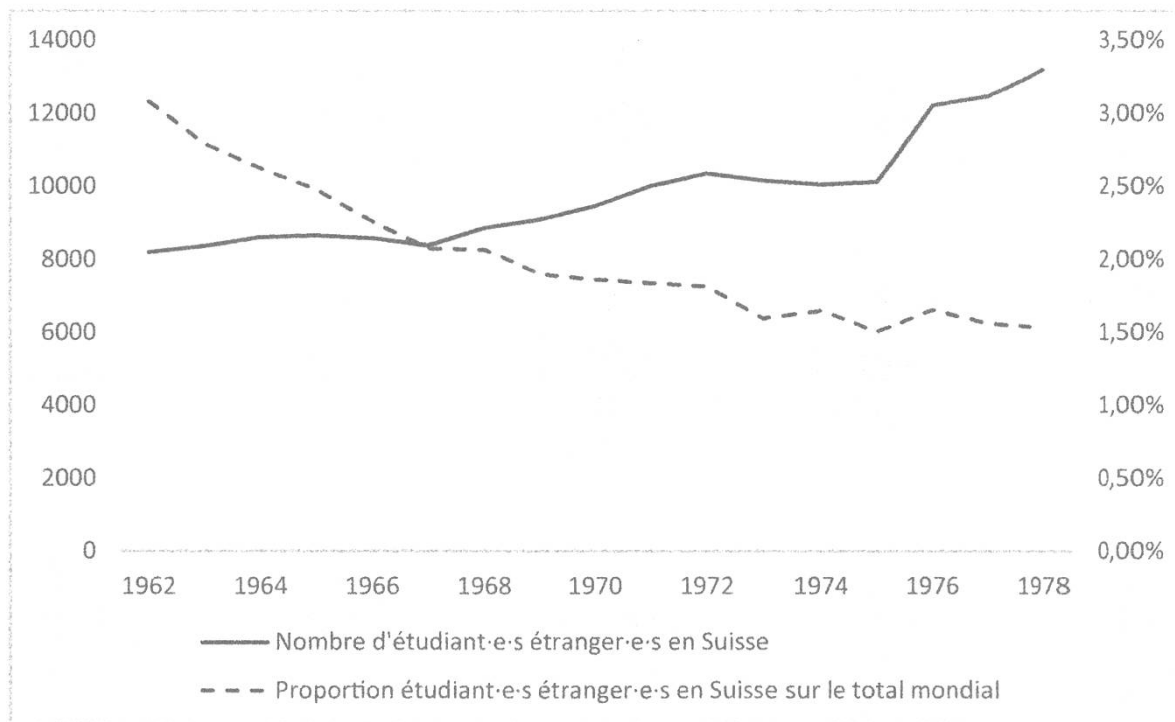


Tableau 1. Nombre d'étudiant-e-s étranger-e-s dans les universités suisses et part des étudiant-e-s étranger-e-s en Suisse dans le total mondial des étudiant-e-s étranger-e-s.

Source : À partir des statistiques de l'UNESCO «Statistics of students abroad», 1962–1982.

études pour des étranger-e-s en Suisse sont de plus en plus réservées aux classes aisées.²⁶ Ces étudiant-e-s connaissent aussi des restrictions pour exercer une activité lucrative.

Malgré une hausse des effectifs d'étudiant-e-s étranger-e-s en chiffres absolus, les années 1970 sont marquées non seulement par une baisse proportionnelle par rapport au nombre d'étudiant-e-s suisses, mais aussi par une baisse de l'attractivité du pays au niveau mondial, ce qu'illustre la seconde courbe du tableau 1.

Une saturation des institutions due à la massification universitaire expliquerait en premier lieu la baisse du nombre d'étudiant-e-s étranger-e-s. Leur présence menacerait la qualité de l'enseignement supérieur. Ce sentiment de péjoration de l'enseignement supérieur s'accompagne de préoccupations grandissantes pour la situation sociale et psychologique des étudiant-e-s. De nouvelles politiques universitaires sont lancées dans les domaines de l'aide sociale, des soins psychomédicaux et du logement. Elles sont également synonyme d'un contrôle plus étroit, par exemple sur la durée des études et les activités politiques. C'est en effet à partir des années soixante que les étudiant-e-s sont considérés en tant que groupe social, générant des pathologies spécifiques et ayant des besoins propres

²⁶ Le nombre de boursiers (100) reste stable entre en 1960 et 1980 alors que le nombre d'étudiant-e-s augmente fortement. Message concernant l'octroi de bourses à des étudiants étrangers en Suisse du 25 juin 1980, in: Feuille fédérale 2/34, pp. 1469–1492.

en matière de santé et de logement.²⁷ En Suisse, cette période est marquée par l'implication croissante de la Confédération, en partenariat avec les cantons, dans l'octroi de bourses, d'abord à des étudiant·e·s étranger·e·s, puis aux étudiant·e·s suisses aussi.²⁸

Ce volontarisme étatique se retrouve dans l'approche développementaliste qui était dominante dans les années cinquante et qui préconisait notamment de moderniser le monde colonial et postcolonial par la formation des cadres. Pour les deux blocs de la Guerre froide, ces politiques éducatives devaient aussi renforcer leur hégémonie respective dans ces nouveaux pays issus de la colonisation.

Or, à partir de la fin des années soixante, ce courant s'affaiblit.²⁹ En Suisse, on entend d'abord des voix critiques, comme celle de Pierre Bungener, directeur de l'Institut africain de Genève,³⁰ contre la formation inadaptée des étudiant·e·s africains en Europe. Le principal rapport critique à l'égard de la coopération technique menée par la Confédération³¹ – *Maldéveloppement Suisse-Monde* – date de 1970 et émane de la Commission des organisations suisses de coopération au développement. L'éducation doit sortir du modèle européen pour s'orienter vers des «activités pratiques» et s'intégrer au «cadre socio-culturel local».³² En d'autres termes, la formation des boursier·e·s ne répond plus à l'exigence d'un développement qui repose sur les ressources locales; il faut miser sur des centres de recherches *in situ* pour s'occuper de problèmes concrets.

La politisation de certaines communautés étudiantes en exil renforce également la réticence à l'accueil. La Suisse fonctionne dans quelques cas comme base arrière pour certaines organisations menacées en France, comme l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA) dont le comité se reforme à Lausanne après sa dissolution en France, début 1958. On compte alors

²⁷ Dominique Damamme, La «question étudiante», in: Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (éds), Mai juin 68, Paris 2008, pp. 114–129.

²⁸ Lucien Criblez, Bundesstaatliche Förderung und föderalistische Verantwortung. Zur Neuregelung der Stipendienpolitik in den 1960er- und 1970er-Jahren, in: Lucien Criblez, Christina Rothen, Thomas Ruoss (éds), Staatlichkeit in der Schweiz. Regieren und Verwalten vor der neoliberalen Wende, Zürich 2016, pp. 247–269.

²⁹ Corinna R. Unger, The United States, Decolonization, and the Education of Third World Elites, in: Jost Dlfier, Marc Frey (éds), Elites and Decolonization in the Twentieth Century, London 2011, pp. 241–261.

³⁰ Pierre Bungener, Une vieille dame qui a peur?, in: Les cahiers de l'AUPELF 2 (1967), pp. 81–92.

³¹ La coopération technique est développée en Suisse, au niveau officiel, à partir de 1960 et vise au développement des anciennes colonies grâce à des investissements publics et privés et à des programmes d'aide directe comme l'octroi de bourses. Peter Hug, Beatrix Mesmer (éds), Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik, in: Études et sources 19 (1993). Sur la critique tiers-mondiste de la politique de développement, voir: Monica Kalt, Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre: von der Barmherzigkeit zur Solidarität, Bern 2010.

³² Commission des organisations suisses de coopération au développement, Maldéveloppement Suisse-Monde, Genève 1975, p. 33.

environ 150 étudiant·e·s algérien·ne·s, principalement dans les universités romandes, étroitement surveillé·e·s par la Police fédérale³³ qui craint leur capacité à enrôler leurs camarades suisses. De fait, la rencontre de jeunes Africain·e·s venus étudier en Suisse alimente «l'enthousiasme tiers-mondiste» d'étudiant·e·s suisses déjà politisés.³⁴ Par exemple, après une semaine de solidarité organisée en faveur de l'Algérie par l'Union nationale des étudiants suisses (UNES), celle-ci octroie sept bourses à des réfugiés algériens.³⁵ Il faut toutefois nuancer ces formes de solidarité. Le film *Le temps des études*, de Jean-Pierre Goretta, tourné pour l'émission de la Télévision suisse romande «Continent sans visa», laisse apparaître, à travers plusieurs portraits d'étudiant·e·s, surtout la nostalgie, les difficultés quotidiennes et l'indifférence de leurs camarades suisses.³⁶ Claude Maigre, journaliste au *Journal de Genève*, fait des observations semblables sur l'étudiant étranger «isolé, inconnu...».³⁷ Ainsi, ces représentations médiatiques qui se multiplient dès les années Soixante montrent l'envers du décor. Derrière l'enthousiasme pour la formation des cadres, la réalité quotidienne de ces étudiant·e·s est parsemée de difficultés.

Il faut rappeler ici que tous les étudiant·e·s étranger·e·s ne suscitent pas les mêmes représentations. Alors qu'on voit aujourd'hui des difficultés accrues pour les étudiant·e·s extra-européen·ne·s qui subissent une politique de sélection plus sévère que leurs camarades,³⁸ cette situation était déjà présente dans les années 1960–1970. Les représentations de l'étudiant·e étranger·e sont alors très souvent racisé·e·s. Ce sont en effet les étudiant·e·s africain·e·s – l'Afrique est présentée comme un bloc simplifié et monolithique – qui sont au centre de l'attention, ce qui apparaît clairement dans le film de Goretta. Dans l'enquête d'Ange Noudehou «Étudiants africains en Europe», dont les résultats sont publiés en 1982 dans le *Journal de Genève*, les étudiant·e·s africain·e·s apparais-

³³ Rapport du Ministère public fédéral, 27.10.1960. Documents diplomatiques suisses (DDS), dodis.ch/15174. Voir également: Marc Perrenoud, *La Suisse et les accords d'Évian: la politique de la Confédération à la fin de la guerre d'Algérie (1959–1962)*, in: *Politorbis 2* (2002), pp. 15–16. Linda Amiri, *Les espaces de voisinage dans les conflits de décolonisation: le cas de la Suisse pendant la guerre d'indépendance algérienne*, in: *Matériaux pour l'histoire de notre temps 1/97–98* (2011), pp. 50–57.

³⁴ Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche: critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945–1968)*, Lausanne 2019, p. 386.

³⁵ Henri-Philippe Cart, *Rapport sur la gestion du Fonds de bourses en faveur des étudiants algériens*, 4.12.1962. AFS, J2.216, 1994/187/342.

³⁶ Jean-Pierre Goretta, *Le temps des études*, film-documentaire pour l'émission de la Télévision suisse romande «Continents sans visa», 6.2.1974. En ligne: <https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/4929279-le-temps-des-etudes.html> (consulté le 23.7.2020).

³⁷ Claude Maigre, «Isolé, inconnu ... L'étudiant étranger», in: *Journal de Genève*, 18.1.1968, p. 10.

³⁸ Yvonne Riaño, Annique Lombard, Etienne Piguet, *How to explain migration policy openness in times of closure? The case of international students in Switzerland*, in: *Globalisation, Societies and Education 16/3* (2018), pp. 295–307.

sent comme des «étudiants utopistes des années 60 et 70 qui, après quelques cours d'économie, prétendaient changer l'ordre international à coup de baguette magique».³⁹

Or, cette surreprésentation médiatique des étudiant·e·s extra-européen·ne·s ne reflète pas la réalité statistique. En 1965, par exemple, et c'est le cas également dans les années 1970, les étudiant·e·s asiatiques, africain·e·s et sud-américain·e·s ne représentent qu'une faible proportion des étudiant·e·s étranger·e·s dans les universités suisses. On observe également, dans les années 1970, d'importantes différences entre universités. Alors qu'il y a, en 1975, 12 % d'étudiant·e·s étranger·e·s à l'Université de Zurich (parmi lesquels 1 % d'étudiant·e·s africain·e·s et 7 % d'étudiant·e·s asiatiques), on en compte 26 % à l'Université de Neuchâtel et 36 % à l'Université de Genève (parmi lesquels 7 % d'étudiant·e·s africain·e·s et 12 % d'étudiant·e·s asiatiques).⁴⁰

Certains étudiant·e·s étranger·e·s ne sont plus considérés comme l'élite de la Belle Époque, mais comme un flux menaçant la qualité de l'enseignement et autant de militant·e·s politisé·e·s susceptibles de perturber les petits campus helvétiques. Au sein de ces étudiant·e·s migrant·e·s et face à leurs camarades suisses apparaissent donc des hiérarchies sociales: le référendum «Ausbildungshilfe für Flüchtlinge» vise justement les catégories subalternes de ces étudiant·e·s étranger·e·s, à savoir les réfugié·e·s.

La catégorie des étudiant·e·s réfugié·e·s désigne des personnes reconnues par la Police des étrangers comme réfugiées et inscrites dans une université. Dans le système administratif helvétique, elles se situent entre les compétences fédérales en matière d'asile et celles des autorités cantonales pour l'éducation, ce qui ne facilite pas leur situation matérielle. Ces personnes bénéficient toutefois d'une organisation sociale, structurée en commissions locales, la *Schweizerische Hilfsaktion für Flüchtlingsstudierende* (Action suisse pour les étudiants réfugiés en Suisse), fondée en 1941, et qui a pris de l'importance en 1956 avec l'afflux des étudiant·e·s hongrois·e·s. Cette organisation travaille en étroite collaboration avec le *World University Service*, dont le siège est à Genève et qui procède au versement des bourses.⁴¹

Les effectifs de la catégorie des étudiant·e·s réfugié·e·s sont difficile à quantifier; il faut se contenter d'ordres de grandeur.⁴² Cette catégorie n'apparaît d'ailleurs que dans les discours de campagne, et pas dans l'objet même de la

³⁹ Ange Noudehou, Noyade dans la société de consommation, in: Journal de Genève, 15.9.1982, p. 1.

⁴⁰ À partir des chiffres de l'*Annuaire statistique suisse*, 1975, p. 470–473.

⁴¹ Rapport d'activité de l'organisation, 1964. Staatsarchiv Zürich (SZ), Z 70.1355. Tapuscrit du délégué C. Moppert sur l'historique de l'organisation, s. d. AFS, J2.216#1994/187#342*, Flüchtlingsstudenten in der Schweiz: Ungarn 1956, Algerien 1962, Hilfsaktion für Flüchtlingsstudenten.

⁴² Tronchet rappelle que la quantification des étudiant·e·s réfugié·e·s demeure un défi, car cette catégorie n'est pas stable. Tronchet, *op. cit.*, p. 95.

votation. À Zurich, un journal étudiant dénombre 211 étudiant·e·s réfugié·e·s répartis entre l'École polytechnique fédérale et l'Université.⁴³ Mais ce chiffre, qui ne prend pas en compte les étudiant·e·s réfugiés non inscrit·e·s dans les facultés, reste aléatoire. Un rapport de l'UNES mentionne des cas spécifiques comme celui des réfugié·e·s de la République Démocratique Allemande qui arrivent en Suisse avec des passeports de l'Allemagne fédérale ou celui d'étudiant·e·s juif·ve·s égyptien·ne·s qui ne peuvent pas revenir dans leur pays tout en possédant le passeport d'un pays européen.⁴⁴

Comme nous allons le voir, la motivation des référendaires repose moins sur les chiffres que sur les représentations négatives de cette catégorie d'étudiant·e·s.

Les étudiant·e·s face au référendum «Ausbildungshilfe für Flüchtlinge»

Le 24 novembre 1975, le législatif du canton de Zurich (*Kantonsrat*) accepte un crédit de 1,7 million de francs suisses sur cinq ans pour venir en aide aux quelque 200 réfugié·e·s qui étudient au niveau post-obligatoire et supérieur («Beschluss des Kantonsrates vom 24. November 1975 über die Bewilligung eines jährlichen Kredites für die Finanzierung der Ausbildung von Flüchtlingen»). Lancé par la section cantonale de la *Nationale Aktion*, contre toutes les autres formations politiques, les institutions cantonales et la communauté universitaire, le référendum contre cette décision est finalement accepté par 61,2 % de la population le 13 juin 1976.⁴⁵ Alors que le référendum est principalement refusé sur la Goldküste, de Zollikon à Meilen, ainsi qu'à Greifensee, Rüslikon, Kilchberg, ou encore à Winkel, il est accepté dans le reste du canton, y compris en ville de Zurich. Le clivage entre la ville et la campagne ne fonctionne donc que partiellement pour expliquer le refus.

Si elle est en baisse de vitesse au niveau national, la *Nationale Aktion* parvient à gagner des votations dans le canton de Zurich, notamment en combinant la thématique de l'éducation avec celle de la migration. Ainsi, le 7 septembre 1975, elle parvient à gagner un référendum obligatoire contre une première décision du législatif visant à garantir des bourses pour la formation

⁴³ D'après le journal de l'Organisation faïtière des étudiant·e·s de l'ETHZ (Verband der Studierenden an der ETH, VSETH), il y a 150 Tchèques, 49 Hongrois et huit réfugié·e·s d'autres nationalités. Manfred Mächler, Die Nationale Aktion ergriff das Referendum gegen die «Flüchtlingsstipendien», in: Studentischer Wochenkalender 17, 20.4.1976, p. 1.

⁴⁴ Rapport de Ralf Meier pour l'UNES, env. 1961. AFS, J2.216#1994/187#342*, Flüchtlingsstudenten in der Schweiz: Ungarn 1956, Algerien 1962, Hilfsaktion für Flüchtlingsstudenten.

⁴⁵ La participation est de 40,7 %. Kanton Zürich, Wahlen und Abstimmungen, online: <https://www.zh.ch/de/politik-staat/wahlen-abstimmungen/abstimmungsarchiv.html?vorlageid=1653> (consulté le 14.8.2020).

d'étudiant-e-s de familles étrangères qui ne parviennent pas à financer leur formation.⁴⁶ Cette victoire est d'ailleurs exploitée pour montrer aux électeurs qu'avec la décision du 24 novembre, les droits populaires sont bafoués puisqu'il ne prendrait pas en compte cette première votation.⁴⁷

En réaction, les associations étudiantes de l'université et de l'École polytechnique fédérale se mobilisent. La *Liberale Studentenschaft* propose que chaque étudiant-e verse, en plus de la taxe semestrielle, cinq francs pour alimenter un fonds de soutien.⁴⁸ Après l'acceptation par vote,⁴⁹ les organisations faitières se réunissent avec la *Hilfsaktion für Flüchtlingsstudierende* pour garantir ce fonds de solidarité à destination des réfugié-e-s. Ils créent ainsi une association dont le secrétariat est assuré par les deux hautes écoles zurichoises.⁵⁰ Selon l'éditorial de Meinard Mächler paru dans le *Studentischer Wochenkalender* du *Verband der Studierenden an der ETHZ* (VSETH), cette réaction à la victoire du premier référendum de la *Nationale Aktion* agit donc comme un préambule au référendum de 1976:

Nachdem das Zürchervolk am 7. September 1975 die Stipendien für niedergelassene Ausländer verweigert hat, startet die NA [Nationale Aktion] nun zur nächsten Runde: Die vom Kantonsrat beschlossenen Stipendien für Flüchtlinge sind durch das (zustande gekommen) Referendum der NA gefährdet, über das am 13. Juni 76 abgestimmt werden wird.⁵¹

Ce texte appelle à s'engager dans le combat politique avec un premier argument, percutant en période de crise économique, mais insistant peu sur la solidarité: accepter le référendum, c'est dire oui à une succession de coupes dans le budget cantonal de l'éducation. Il suit en cela la position de la section zurichoise du Parti socialiste.⁵²

L'engagement des étudiant-e-s dans cette campagne référendaire ne peut être compris qu'en lien avec une évolution plus générale du mouvement étudiant depuis les «années 1968». Celles-ci ont incontestablement favorisé une politisation de la jeunesse et de certains groupes. En particulier, la solidarité internatio-

46 La loi fédérale de 1967 permet de subventionner les enfants de familles étrangères pour la formation professionnelle. Kanton Zürich, «Volksabstimmung vom 7. September 1975», p. 156, online: <https://www.zh.ch/de/politik-staat/wahlen-abstimmungen/abstimmungsarchiv.html?vorlageid=1641> (consulté le 24. 7. 2020).

47 «Es ist eine Missachtung des Volkswillens» peut-on lire dans l'organe officielle du parti *Volk + Heimat*, décembre 1975, p. 6.

48 *Wochen-Bulletin* [organe officiel du conseil des étudiants de l'Université de Zurich], 28.6. 1975.

49 Le vote est remporté par 77,5 % des voix (12,5 % de participation); cette contribution permet de réunir 120'000 francs suisses par année. *Zürcher Student*, juillet 1976, p. 5. Cet article appelle à faire de même au sein du professorat.

50 Statuts du Solidaritätsfonds für ausländische Studenten in Zürich, 14.1.1976. SZ, Z 70.1356.

51 Mächler, *op. cit.*, p. 1.

52 *Zürcher Student*, mai 1976, p. 4.

nale avec le Vietnam, qui concentre à la fois l'antiaméricanisme et le rejet de la société de consommation, inspire la plupart des manifestations au cours des années 1960–1970.

Au cours des années 1950 déjà, de nombreuses organisations étudiantes se sont illustrées par l'accueil de réfugié·e·s hongrois au moment de l'Insurrection de Budapest. Mais cette mobilisation s'inscrivait dans un anticommunisme très largement partagé⁵³ et participait à l'émoi général à l'égard d'étudiant·e·s considérés, dans le cadre de la Guerre froide, comme des victimes. D'ailleurs, au moment du référendum de 1976, le *Zürcher Student*, journal étudiant positionné à gauche, porte un regard critique sur les camarades des années 1950 engagés dans le camp occidental. Il rappelle à juste titre que si les étudiant·e·s hongrois ont alors été accueillis chaleureusement, ce ne fut pas le cas de leurs camarades algériens.⁵⁴

On constate par la suite une autonomisation de certaines organisations étudiantes à l'égard de la politique étrangère de la Suisse. L'évolution de l'UNES est emblématique: d'une position conservatrice axée sur la défense des étudiant·e·s suisses, elle passe à un engagement internationaliste en organisant des semaines de solidarité, par exemple pour les étudiants algériens en 1961, et en distribuant ses propres bourses pour les étudiant·e·s réfugié·e·s. Cette tendance s'accroît à l'Assemblée générale de 1967 à Schaffhouse où la réflexion sur une ouverture de l'UNES aux questions internationales est clairement posée: la solidarité internationale étudiante passe désormais par un engagement politique.⁵⁵ À Zurich, cette évolution est observable dans l'organe du VSETH, *Das Konzept*, lancé en 1965.

Malgré cette évolution, les étudiant·e·s mobilisés optent pour des pratiques politiques conventionnelles lors de la campagne de 1976. En plus de leurs organes de presse, pour mobiliser la communauté universitaire ils s'impliquent directement dans le débat public. Ils publient par exemple un communiqué dans la *Neue Zürcher Zeitung* pour attaquer la *Nationale Aktion* en invoquant la Convention de Genève de 1951 et un devoir humain (*Menschenpflicht*) envers leurs camarades réfugiés.⁵⁶ Ils organisent également des stands avec des profes-

53 Matthieu Gillabert, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle suisse: objectifs, réseaux et réalisations (1938–1984)*, Neuchâtel 2013, pp. 329–353.

54 Jürg Frischknecht, *Als der Kalte Krieg die Studenten heiss machte*, in: *Zürcher Student*, novembre 1976, p. 3.

55 AG de l'UNES, 24–25.6.1967 (document I.6 «Éléments pour une refonte de l'orientation générale de l'UNES dans l'International»). AFS, J2.216#1994/187#149*, Internationale Kommission.

56 «Das NA-Referendum gegen Flüchtlingsstipendien», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 11.3.1976, p. 37. L'article 22 (al. 2) de la Convention relative au statut des réfugiés stipule en effet que «les États Contractants accorderont aux réfugiés un traitement aussi favorable que possible, et en tout cas non moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général dans les mêmes circonstances quant aux catégories d'enseignement autre que l'enseignement primaire et notamment en ce qui con-



Dessin 1. Zürcher Student, mai 1976, p. 4.

seurs des hautes écoles. Parmi les étudiant-e-s, le soutien aux réfugié-e-s repose sur une base très large. À côté des groupes progressistes, des associations créées en réaction à la gauchisation des années 1970, à l'instar de SOSeth, militent aussi

cerne l'accès aux études [...]». Convention relative au statut des réfugiés, 1951, online: <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62> (consulté le 14.8.2020).

contre le référendum. Elles insistent sur l'effet intégratif des bourses cantonales afin de ne pas laisser le monopole de la solidarité aux «revolutionären Marxisten unter des Studenten».⁵⁷

Contrairement à leurs camarades suisses, les étudiant·e·s réfugié·e·s, en tant que groupe social distinct, ne sont pas actifs dans ce débat politique. Par conséquent, certaines difficultés pratiques qu'ils rencontrent, comme la reconnaissance des diplômes, ne sont pas abordées. Cette situation s'explique par le risque d'expulsion pris par des réfugié·e·s qui tenteraient une action politique. Ce silence est donc révélateur d'une marge de manœuvre limitée pour défendre leurs intérêts. De la part des autorités suisses, la peur des étudiant·e·s étranger·e·s comme militants révolutionnaires est une constante. Au moment des décolonisations, elle prend une nouvelle tournure et suscite un renforcement des contrôles de la part de la Police fédérale des étrangers. Au début des années 1960, face à l'arrivée d'étudiant·e·s angolais·es expulsé·e·s de France, la position est claire: «Ils [les étudiants angolais] doivent s'engager formellement [...] à s'abstenir de toute activité politique».⁵⁸ La question du droit d'activité politique est d'ailleurs l'objet de revendications de la part d'étudiant·e·s suisses pour leurs camarades étranger·e·s.⁵⁹ La question des liens entre étudiant·e·s étranger·e·s et suisses nécessiterait des recherches plus approfondies. On peut toutefois en déduire que certains étudiant·e·s étranger·e·s, voire réfugié·e·s, participent à l'internationalisation d'organisations suisses qui s'intéressent à leurs formes d'engagement et qui relaient leurs revendications en Suisse.⁶⁰ Les étudiant·e·s réfugié·e·s sont rendu·e·s visibles surtout par la médiatisation promue par leurs camarades suisses, mais cette visibilité n'est possible que par des interactions en amont au sein des organisations de solidarité.

Dans le *Zürcher Student*, on donne des exemples anonymisés d'étudiant·e·s, surtout en provenance des pays communistes,⁶¹ dans le but de convaincre un électorat que l'on sait majoritairement anticommuniste. On retrouve cette figure

57 Argumentaire de campagne de la part de l'Interessengruppe Hochschule, du Studenten-Ring et de SOS-eth paru dans *Die Tat*, 10.6.1976, p. 8.

58 Lettre de la Police fédérale des étrangers au Contrôle des habitants de Genève, Berne, 28.6.1961. AFS, E4280(A)#1998/296#253*.

59 En 1970, les étudiant·e·s lausannois militent contre l'expulsion pour des motifs politiques de leur camarade allemand Eckardt von Bock: ils demandent le «droit d'activité politique des étrangers». Tract étudiant, Université de Lausanne, 1970. Archives UNIL, fonds Suillot, online: <https://uniris.unil.ch/pandore/notice/affiches-tracts-etudiants/> (consulté le 12.8.2020).

60 Ces phénomènes d'interaction sont également observables avec d'autres types de migrations. Damir Skenderovic, Vom Gegenstand zum Akteur: Perspektivenwechsel in der Migrationsgeschichte der Schweiz, in: *Revue suisse d'histoire* 65/1 (2015), pp. 11–12.

61 *Zürcher Student*, mai 1976, p. 3.

de l'exilé est-européen dans des médias à large audience, tel que *CH-Magazin* de la *Schweizer Radio und Fernsehen* (SRF).⁶²

L'argumentation de la campagne

Trois groupes principaux animent les débats de la campagne de votation. En faveur du référendum, la section zurichoise de la *Nationale Aktion gegen Überfremdung von Volk und Heimat*, dirigée par le psychologue Werner Haesler qui n'avait pas été élu au Conseil national en 1975, part seule au combat. L'opposition est composée d'un comité d'action – l'*Aktionskomitee Ausbildungshilfe für Flüchtlinge* –, formé à l'Université de Zurich et dirigé par Peter Noll, professeur à la Faculté de droit et ami de Max Frisch,⁶³ et d'organisations étudiantes des deux hautes écoles.

Le comité est soutenu par les recteurs de l'Université de Zurich et de l'École polytechnique fédérale, Hans Nef et Heinrich Zollinger, plusieurs professeurs⁶⁴ ainsi que des fonctionnaires comme le conseiller aux études Thomas Brassel qui apparaît dans plusieurs médias. Tous les partis politiques s'opposent au référendum.⁶⁵ Ce comité peut enfin compter sur des figures des milieux culturels comme l'acteur Heinrich Gretler et l'écrivain Adolf Muschg qui participe à un débat face à Werner Haesler.⁶⁶

Dès lors, comment se construit le discours des deux camps pendant la campagne?

Les arguments utilisés peuvent être divisés en deux catégories. La première touche à la gouvernementalité de la mobilité académique, c'est-à-dire son contrôle et sa limitation⁶⁷. Pour les opposants au référendum, qui se basent sur une étude de l'Université de Zurich, l'argent des bourses permet précisément de mieux contrôler la durée des études. On peut repérer derrière ces propos une injonction normative à être de bons étudiants, car les bourses doivent permettre de s'intégrer à la communauté universitaire et, plus largement, à la société suisse. Dans les statuts du *Solidaritätsfonds für ausländische Studenten in Zürich*, créé après le référendum de 1975, on retrouve également cette norme puisque les

⁶² Voir le portrait de l'étudiant en médecine Stefan U., qui a quitté la Tchécoslovaquie en 1973, dans l'émission *CH-Magazin*, SRF, 2.7.1976, online: <https://srf.ch/play/tv/redirect/detail/0efcd58d-f1ed-475b-b1c2-d0c8dc45d359> (consulté le 14.8.2020).

⁶³ Andreas Hubli, Peter Noll, in: *Dictionnaire historique de la Suisse* (2010), version du 9.9.2010. Online: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/015816/2010-09-09/> (25.4.21).

⁶⁴ *Zürcher Student*, juin 1976, p. 3.

⁶⁵ «Die angefochtenen Flüchtlingsstipendien», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 20.5.1976, p. 40.

⁶⁶ «Gegen die NA-für Flüchtlingsstipendien», in: *Neue Zürcher Nachrichten*, 20.5.1976, p. 5.

⁶⁷ Sur le concept foucauldien de gouvernementalité appliqué au champ des mobilités académiques, voir: Parvati Raghuram, *Theorising the Spaces of Student Migration*, in: *Population, Space and Place* 19/2 (2013), pp. 138–154.



Dessin 2. Affiche de campagne de l'Aktionskomitee Ausbildungshilfe für Flüchtlinge, 1976.

bourses sont données à des «fähige ausländische Studenten».⁶⁸ De plus, les bourses évitent aux réfugié·e·s de se retrouver sur le marché de l'emploi, menaçant ainsi les travailleurs suisses dans une conjoncture économique qui

⁶⁸ Statuts du Solidaritätsfonds für ausländische Studenten in Zürich, 14.1.1976. SZ, Z 70.1356.

s'assombrit.⁶⁹ Enfin, pour Walter Haegi, membre du *Schweizerische Volkspartei* et député au législatif cantonal, les bourses permettent de contrôler l'utilité des dépenses en faveur du développement, contrairement à l'aide à la coopération, dont les effets à l'étranger seraient discutables.⁷⁰

La *Nationale Aktion* se concentre surtout sur l'inégalité de traitement envers les étudiants suisses qui ne bénéficient pas d'un tel programme. Si les étudiant·e·s zurichois n'ont pas accès aux bourses de réfugié·e·s, il convient de rappeler que le canton débourse alors 31 millions de francs suisses pour des bourses d'études à des Suisses. De plus, la *Nationale Aktion* maintient la confusion entre étudiant·e·s réfugié·e·s et étranger·e·s pour en faire un groupe indistinct et privilégié selon Haesler.⁷¹ C'est donc la figure même de l'étudiant·e qui est ici brocardée, à laquelle Haesler oppose celle du travailleur suisse. Suivant une logique traditionnelle, le discours sur ce groupe permet plus largement de créer un clivage sur le plan de la citoyenneté entre Suisse·sse·s et étranger·e·s. En jeu, on voit une double représentation sociale des étudiant·e·s étranger·e·s: des personnes à la fois privilégiées et assistées, autorisées à étudier en Suisse d'une part, et qui demeurent étrangères d'autre part. Il n'y a alors qu'un pas, rapidement franchi par Haesler dans les colonnes de *Heimat + Volk*, pour considérer ces bourses comme des marchepieds offerts aux étranger·e·s: devenus médecins, avocats, directeurs ou parlementaires, ils commanderont aux Suisses.⁷²

Au-delà du débat sur la migration, on assiste donc à la critique de la figure de l'étudiant·e politisé·e, héritage des années 1968,⁷³ et de la politique éducative par les bourses qui irait à l'encontre de la nature. La situation sociale n'influencerait pas le potentiel des étudiant·e·s. Selon Haesler, les mesures étatiques ne peuvent résorber l'inégalité des talents reçus à la naissance selon les lois de la nature.

La seconde catégorie d'arguments s'éloigne du domaine académique pour positionner le débat autour des questions humanitaires et de solidarité. Le Comité d'action opposé au référendum rappelle à de nombreuses reprises, par le discours et le dessin, la tradition humanitaire de la Suisse ainsi que son engagement international.⁷⁴ L'image du pays serait écornée par un oui dans les urnes. Il dénonce en même temps les inégalités de traitement envers les réfugié·e·s en fonction de leur orientation politique. Il est évidemment fait référence ici aux étudiant·e·s hongrois·e·s et, dans une moindre mesure, tchèques,

⁶⁹ Le comité de Noll souligne que des performances insuffisantes peuvent aller jusqu'à suspendre la bourse. Argumentenkatalog, mai 1976. SZ, Z 70.1356.

⁷⁰ Zürcher Student, juin 1976, p. 4.

⁷¹ Volk + Heimat, avril 1976, p. 7.

⁷² Haesler, Flüchtlingsstipendien: Recht auf Vorzugsausbildung?, in: Volk + Heimat, juin 1976, p. 8.

⁷³ Cette critique est dénoncée dans le Zürcher Student, juillet 1976, p. 5.

⁷⁴ Compte-rendu de la conférence de presse du comité d'action qui s'est tenue le 19 mai 1976, paru dans la Neue Zürcher Zeitung: «Die angefochtenen Flüchtlingsstipendien», in: Neue Zürcher Zeitung, 20.5.1976, p. 40.

qui ont reçu un accueil très médiatisé.⁷⁵ Pour les groupes d'étudiant·e·s plus conservateurs de l'ETH, cette tradition doit s'étendre aux victimes de tous les totalitarismes, incluant donc aussi les étudiant·e·s chilien·ne·s.⁷⁶

Pour la *Nationale Aktion*, la solidarité est une valeur nationale. Elle enjoint les communautés étrangères à venir en aide à leurs étudiant·e·s. De plus, la solidarité étatique doit se résumer à une aide de première nécessité, domaine qui exclut l'éducation supérieure. Cette vision néolibérale de l'État est d'ailleurs clairement attaquée par le *Zürcher Student*, qui voit dans le référendum une nouvelle étape du démontage de l'État social.⁷⁷

Conclusion

Expliquer le résultat de cette votation qui n'a attiré dans les bureaux de vote, le 13 juin 1976, que 40 % de citoyen·ne·s est un exercice périlleux. Forts de leur succès (61,2 %), les référendaires y voient la confirmation de leur précédente victoire de 1975.⁷⁸ Mais quels sont les arguments décisifs? Dans le domaine universitaire, la conjoncture économique qui se péjore après une longue période de croissance, l'augmentation rapide du nombre d'étudiant·e·s⁷⁹ et les stéréotypes sur l'étudiant·e politisé·e semblent jouer un rôle important.⁸⁰ Avec la montée du chômage, les étudiant·e·s étranger·e·s sont parmi les premiers à être écartés du marché du travail. En 1976, les autorités zurichoises suspendent les autorisations de travail pour les vacances d'été afin de préserver les places de travail pour les autochtones.⁸¹ Durant les années 1970, les scrutins en lien avec l'enseignement supérieur se terminent sur des refus. En témoignent, au niveau cantonal, le refus de l'aide aux étudiant·e·s étranger·e·s et, au niveau fédéral en 1978, le refus de la Loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la recherche (refus du canton de Zurich).

⁷⁵ Lors du Printemps de Prague, les manifestations étudiantes de solidarité étaient numériquement bien plus importantes que les mouvements de contestation. Skenderovic, Späti, *op. cit.*, pp. 172–173.

⁷⁶ Argumentaire de campagne de la part de l'Interessengruppe Hochschule, du Studenten-Ring et de SOS-eth paru dans *Die Tat*, 10.6.1976, p. 8.

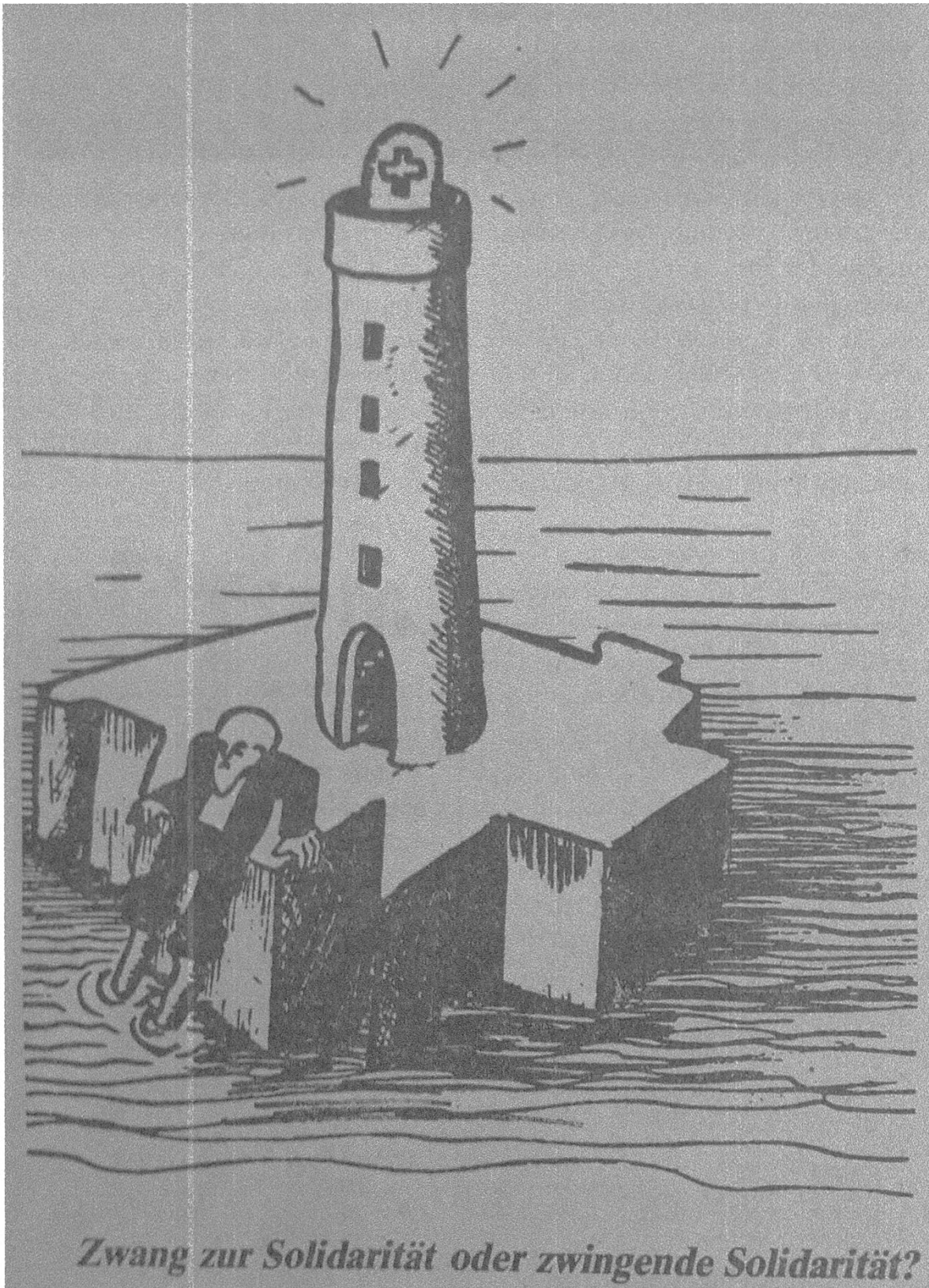
⁷⁷ *Zürcher Student*, avril 1976, p. 2.

⁷⁸ Haesler, *Auf Umwegen doch zu Stipendien?*, in: *Volk + Heimat*, août 1976, p. 7.

⁷⁹ On passe de 13 200 étudiant·e·s en 1950 à 80 200 en 1990. Walter Rüegg (éds), *Geschichte der Universität in Europa. Vom Zweiten Weltkrieg bis zum Ende des 20. Jahrhunderts*, München 2010, vol. 4, p. 55.

⁸⁰ Si certains commentateurs comme Jacques-Simon Eggly regrettent le résultat tout en comprenant la réaction populaire devant un prétendu «agacement envers nombre d'universitaires dont l'attitude n'est pas comprise», d'autres, comme François Gross, s'interrogent sur la contradiction entre la volonté d'avoir un avenir sûr tout en votant «à rebrousse-demain contre les universités». Jacques-Simon Eggly, *Blâme aux universités*, in: *Gazette de Lausanne*, 29.5.1978, p. 1; François Gross, *En pleine confusion*, in: *La Liberté*, 29.5.1978, p. 1.

⁸¹ «Keine Ferienbeschäftigung für ausländische Studenten», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 11.3.1976, p. 37.



Dessin 3. Dessin de presse à la suite du résultat de la votation: «Zwang zur Solidarität oder zwingende Solidarität?», Zürcher Student, juillet 1976, p. 5.

D'une part, le choix d'une analyse à petite échelle pour étudier les politiques d'aide aux étudiant·e·s réfugié·e·s permet de nuancer une histoire de la Guerre froide qui met en valeur les grands programmes de bourses pour étudiant·e·s exilé·e·s: nombre d'entre eux sont confrontés à d'importantes difficultés matérielles et imbriqués dans des débats politiques locaux sur la migration.

D'autre part, cette étude de cas montre que l'histoire de la communauté universitaire – comprenant les échelons d'autorités institutionnelles, personnel enseignant et étudiant·e·s – n'évolue pas en vase clos. Des questions politiques et sociales plus larges comme celles de la migration suscitent des réactions au sein de cette communauté. Pour l'instant, l'historiographie sur les universités en Suisse s'est surtout limitée à des histoires institutionnelles, souvent commémoratives,⁸² et les travaux sur les étudiant·e·s portent dans la plupart des cas sur leurs activités – contestations, associations, sociétés – en dehors de l'université.⁸³ Cette contribution invite à examiner l'histoire des communautés universitaires en Suisse dans une perspective à la fois sociale et transnationale, et plus précisément le rôle des étudiant·e·s dans leur évolution. En écho à une histoire plus large des mouvements sociaux, ces diverses formes d'engagements estudiantins montrent que les universités ne se développent pas en vase clos, mais en interaction avec leur environnement social.

En sens inverse, ce cas montre qu'elles ont été des moteurs importants dans l'internationalisation du pays. Pour comprendre cette dynamique, il importe de décroiser une histoire centrée sur les institutions et de prendre en compte l'ensemble du paysage académique national et ses réseaux d'étudiant·e·s. Ces contacts leur permettent de jouer un rôle primordial, aujourd'hui encore, dans l'accueil des étudiant·e·s réfugié·e·s.

Matthieu Gillabert, Université de Fribourg, Département d'histoire contemporaine,
Av. de l'Europe 20 – 1700 Fribourg, matthieu.gillabert@unifr.ch

⁸² Au tournant des années 1990, plusieurs monographies sont publiées pour des anniversaires: André Delessert, *L'Université au défi: une histoire sociale de l'Université de Lausanne*, Lausanne 1991; *Histoire de l'Université de Fribourg, 1889–1989: institutions, enseignement, recherches*, Fribourg 1991; Antoinette Schwitzguébel-Leroy [et al.] (éds), *Histoire de l'Université de Neuchâtel*, Neuchâtel 1988.

⁸³ Voir par exemple: Pierre Jeanneret, *Le mouvement démocratique des étudiants (MDE)*, in: *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 21 (2005), pp. 43–84 et Francis Python, *Les Romands de Zofingue et de la Société des étudiants suisses face aux défis de l'entre-deux-guerres*, in: *Empreintes. Entre politique et religion*, Fribourg 2012, pp. 219–232.